



Le Drone DE L'ANTIPRESSE

N° 49 | 16.12.2018

**Êtes-vous d'attaque
pour la fin du monde?**

**L'aventure Jean-
Jacques Pauvert (1)**

**Strasbourg,
les soupçons et les énigmes**

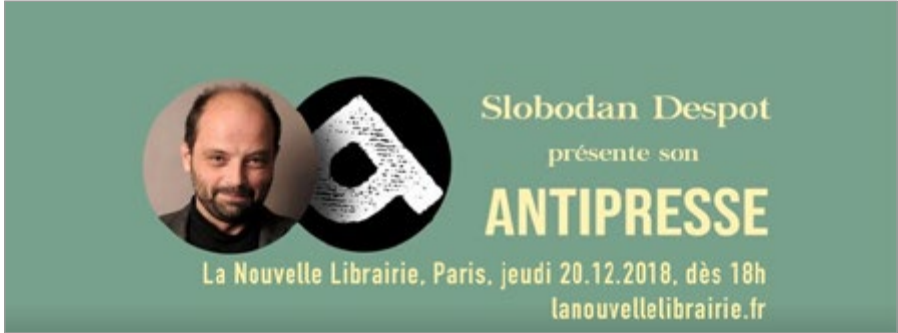
Les choses vues d'en haut
Observe. Analyse. Intervient.

Chers lecteurs,

Lourde actualité en cette semaine presque festive. Je serai heureux de retrouver nos lecteurs et amis parisiens jeudi prochain pour ajouter la

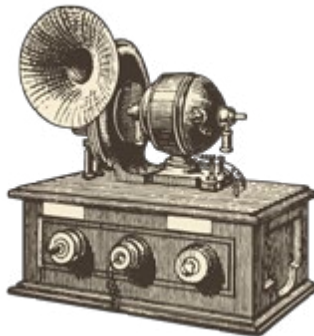
nécessaire *cuillerée de miel* à l'amertume des temps. Donc:

**BLOQUEZ LA DATE: SOIRÉE
ANTIPRESSE À PARIS!**



Le jeudi 20 décembre à 18h, à la Nouvelle Librairie (11 rue de Médicis, Paris 6e), je présenterai le nouveau site de l'Antipresse, sa philosophie et ses perspectives d'avenir et dédicacerai mes ouvrages, notam-

ment son dernier roman *Le Rayon bleu*. Ce sera l'occasion de créer un contact personnel avec les nombreux lecteurs parisiens de l'Antipresse et de refaire le monde autour d'un verre.



Le Drone de l'Antipresse est une publication de l'Association L'Antipresse. Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 429, Sion, Suisse. Directeur-rédacteur en chef: Slobodan Despot.

Abonnement: via le site ANTIPRESSE.NET/DRONE ou nous écrire: antipresse@antipresse.net

Logo du Drone: Julia Dasic.

N. B. – Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)

LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Le parfum revigorant de l'apocalypse

UNE FOIS DE PLUS, SOUS LE NOM DE CODE COP24, LES ADMINISTRATEURS PRÉOCCUPÉS SE SONT PENCHÉS SUR LE SOUFFLE DE LA TERRE. UNE FOIS DE PLUS, ILS ONT ABOUTI À LA CONCLUSION PEU SURPRENANTE QUE LES ENGAGEMENTS PRIS LORS DES PRÉCÉDENTES CONFÉRENCES N'ONT NULLEMENT ÉTÉ TENUS MAIS QU'IL EST D'AUTANT PLUS NÉCESSAIRE DE REDOUBLER D'EFFORTS, CAR L'HORLOGE DU DÉSASTRE FINAL AFFICHE DÉJÀ MINUIT MOINS QUATRE. ET SI NOTRE ULTIME POSSIBILITÉ DE SALUT RÉSIDAIT DANS L'ABOLITION DE CES PSYCHODRAMES?

Nous sommes coupables! Irrémédiablement coupables, veules et inconscients. Comme l'a dit Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU, les nations du monde "ne vont pas assez vite" contre le changement climatique. En revanche, tous les signes montrent qu'elles vont de plus en plus vite *dans sa direction*.

Le bilan de la COP24 est donc décevant, comme l'était celui de la COP23, après ceux de la COP22 et de la COP21, et comme le sera celui de la COP47 si jamais les Préoccupés trouvent assez de canoés et de payeurs pour se rassembler sur le dernier coin de terre non submergé.

Nous nous demanderons plus loin pourquoi. Pour le moment, il m'est venu à l'esprit d'évaluer l'empreinte climatique de ces kermesses de la culpabilité et de la frustration. Prenons un seul paramètre: le transport des 25'000 participants de la COP24 jusqu'en Pologne et retour. (Il se peut que tous n'aient pas fait le voyage, mais il s'agit seulement ici d'esquisser une échelle.)

La consommation moyenne d'un avion de ligne (qu'il soit moyen

porteur comme un A320 ou gros porteur comme un A380) est estimée à environ 4 litres par passager et par 100 km.

A raison de 25'000 passagers, dans l'hypothèse où la moitié viendraient d'Europe (donc, en gros, dans un rayon moyen de 1000 km), et l'autre moitié du reste du monde (au jugé: 6000 km), nous obtenons une consommation estimée (et probablement trop modeste) de 7 millions de litres de carburant.

7000 tonnes de kérosène! Voilà une manne colossale que les gouvernements, curieusement, hésitent à ponctionner à l'heure où la surtaxation du carburant des particuliers soulève des révoltes populaires. Tout aussi curieusement, le développement spectaculaire de l'internet et des outils de télétravail ne semble pas encore avoir contaminé le clergé climatique. Une COP25 organisée uniquement via visioconférence économiserait peut-être quelques vapeurs de condensation dans le ciel bleu mais ferait surtout beaucoup moins d'adeptes. Malgré les progrès de la réalité virtuelle, on n'a pas

encore trouvé le moyen de boire ou tirer un coup à l'œil via Skype.

Tout est attendu dans ces conférences, des envolées ardentes des discours d'ouverture aux mines dépitées du dernier jour en passant par les résolutions solennelles et les dénonciations théâtrales qui visent toujours à côté de la cible. Tout est préperforé comme du papier à musique et cela ne date pas d'hier. Dans les lointaines années 1970, déjà, Arthur Koestler dressait un portrait hilarant des bureaucrates de la préoccupation dans son roman *Les call-girls*. Qu'un grand témoin du siècle totalitaire se soit attardé sur cette scénographie-là ne me semble pas entièrement fortuit.

MOINS ÇA MARCHE, PLUS ON EN FAIT

L'échec est structurellement incorporé dans ces initiatives de sauvetage global, mais ce détail ne semble décourager personne. Leurs retombées concrètes — sinon leur finalité — sont ailleurs. Elles permettent de justifier et d'affiner les taxes qui perfusent des Etats à l'agonie, de renforcer le contrôle des populations et accessoirement de resserrer les liens personnels de la «suprasociété globale» ainsi nommée par le grand Zinoviev. Ce dernier point n'est pas accessoire du tout, en réalité. A lui seul, il empêche le basculement — pourtant si (éco)logique — vers les concertations à distance. Dans une caste où les loyautés sont horizontales (socio-culturelles) et non verticales («terroirs», nations), le maintien de contacts physiques réguliers

est un rite fédérateur, d'autant qu'on peut le facturer au contribuable. Cela vaut pour les administrations, mais encore plus pour le clergé universitaire, consommateur n° 1 de kérosène dans le monde. (Et ici, après Koestler, on pourra passer directement aux *«romans de campus»* décapants d'un David Lodge).

Aboutirait-on d'ailleurs à des avancées décisives que, selon les données scientifiques qui s'accumulent, il serait déjà trop tard. Sans le savoir (pour la majorité candide), ou en connaissance de cause (pour l'avant-garde cynique), nous avons déjà manqué le dernier train de l'initiative humaine. En admettant même que le réchauffement climatique, la montée des océans et la disparition des insectes soient entièrement dûs à l'humain — et non à des cycles de la nature tels que ceux qui occasionnèrent la spectaculaire *«embellie de l'an mil»*. Cela ne va évidemment pas contribuer à mobiliser les populations ni à justifier les nouvelles taxes et restrictions. En même temps, la climatocalypse demeure avec la «lutte contre le terrorisme» l'un des plus puissants outils d'intimidation des foules. C'est pourquoi on continue à *la fois* de nous expliquer que tout est foutu et de nous marteler qu'il est grand temps d'agir. Pourquoi agir si c'est foutu? Cette entorse à la logique, aucun tenant du volontaro-catastrophisme officiel ne semble la remarquer. Heureusement, quelques observateurs l'ont relevée.

LES LANCEURS D'ALERTE... ET DE BOMBES

J'ai contribué jadis à la traduction du résumé technique du fameux rapport du GIEC. Ayant reçu dans mon jeune âge une bonne formation scientifique, j'avais été frappé dans le raisonnement des experts par un curieux parti pris. En gros, à chaque éventail de possibilités entre A) *ça s'aggrave*, B) *rien ne bouge* et C) *ça s'arrange*, ils prenaient l'option du pire *quelle que soit la répartition statistique*. Dans la vie réelle, cela donnerait à peu près ceci. Imaginez qu'sortant de chez vous le matin, chaque *situation de risque* débouche sur la plus grave des issues: vous aurez toutes les chances d'être à la morgue le soir. Cette flaque d'huile devant l'entrée, vous pouvez (à 40%) l'éviter ou (à 60%) marcher dessus: vous marchez dessus. Ayant marché dessus, vous pouvez (à 20%) glisser sans conséquences, (à 40%) vous rattraper in extremis ou (à 40%) vous étaler sur la route: vous vous étalez. Sur la route, il peut passer (15%) un vélo, (50%) une voiture, (10%) un camion ou... (25%) personne: c'était justement un camion... Adieu!

On peut comprendre les têtes du GIEC. La mission qu'ils s'étaient attribuée n'était pas simplement de dresser un état des lieux, mais de réveiller les consciences. Ils



n'étaient pas les premiers, loin de là. Bien avant eux, des auteurs comme Günther Anders, Karl Jaspers, Hans Jonas ou Jacques Ellul avaient mis en évidence l'impasse suicidaire d'une société industrielle guidée par la seule logique de l'expansion infinie. Le mathématicien américain Theodore J. Kaczynski fut le seul de ces prophètes d'apocalypse à aligner la radicalité des actes sur celle du constat. Pour obtenir la publication dans un grand journal de son manifeste sur *La société industrielle et son avenir*, il a arrosé de colis piégés ceux

qu'il estimait les principaux responsables du désastre à venir.

A une époque opulente où l'essence était à quelque cents le gallon, il avait peu de chances d'être entendu. Seize années durant, sous le surnom *Unabomber*, il fut l'ennemi public numéro 1 aux Etats-Unis. Sitôt son texte paru, il fut trahi par son écriture et arrêté. Il purge aujourd'hui une peine de 800 ans de prison dans un bagne d'enfer au Colorado. J'ai été en 2007 le seul éditeur au monde à accepter de publier sans censure ses œuvres complètes. Malgré (ou en raison de) sa terrifiante cohérence — mieux vaut éliminer pour l'exemple quelques criminels environnements aujourd'hui que de tous périr demain —, son action a épouvanté l'immense majorité de ses contemporains. Sans l'approuver moralement, j'ai estimé que la pensée qui sous-tendait cette action méritait d'être connue et étudiée à la source ^a.

Aux réactions choquées qui ont accueilli cette insolite entreprise éditoriale, j'ai pu mesurer la distance entre la «prise de conscience» environnementale et les conséquences pratiques qu'elle suppose — un changement radical du mode de vie, mais aussi une révision complète de nos valeurs humanistes. Nul n'est prêt — à commencer par moi — à considérer un patron de ligne aérienne aussi nuisible et donc

aussi dispensable qu'un terroriste islamique. Unabomber n'a entraîné dans son sillage qu'un milieu marginal dont l'équilibre mental est parfois réellement sujet à caution. Il est l'exemple ultime de l'échec de ce que le psychanalyste et historien des sciences Pierre-Henri Castel, dans son essai *Le Mal qui vient* (Cerf), appelle l'«heuristique de la peur». Une pédagogie donc les ossifications bureaucratiques façon COP24 sont la version la plus officielle et sans doute la plus contreproductive.

Dans ses neuf brefs chapitres, il ne se contente pas de dissiper cette illusion. Il s'attaque au coeur du problème, posant que notre extinction en tant qu'espèce est désormais l'inévitable rançon de notre existence même sur cette planète devenue trop petite pour nous. Et que la mort du dernier humain sur terre n'est plus un horizon abstrait, mais inscrite dans un avenir historique, à quelques siècles de nous.

«LIBÉREZ-NOUS DU BIEN»

Nous n'en sommes plus, explique-t-il, à l'époque bénie de la menace bien circonscrite de l'holocauste nucléaire. Non que la menace soit écartée. Loin de là. Mais elle éclatera «dans les tous derniers temps d'une évolution à la fois historique et naturelle complexe, sur fond de sécheresses ou d'inondations, de famines, d'injustices sociales d'abord localisées, puis généralisées, de migrations, d'épidémies, de crises économiques...» etc. Bref, au terme d'un chaos dans lequel nous semblons

^a Et le fameux manifeste, souvent traduit et réédité sans son accord, n'est pas la seule chose qu'il ait eu à dire. Ses correspondances avec divers activistes et chercheurs sont passionnantes.

être déjà bien engagés et où «il sera sans doute fort difficile à ceux qui auront le loisir de s'interroger sur leurs causes, de saisir où et comment ces événements auront débuté». Ce d'autant qu'à mesure que notre connaissance scientifique des paramètres du désastre s'affine, elle nous ôte en même temps toute capacité de réaction, tant «cet entrelacement vertigineux de dimensions physico-biologiques et d'aspects historiques et sociaux brouille les repères et nous désarme».

Or, si notre extinction devient une certitude, si elle passe du statut de vague angoisse à la peur d'un réel avenir, nous dit Castel, c'est tout notre système de valeurs qui s'effondre et laisse la place aux pulsions de survie les plus égoïstes, les plus primaires. Sans oublier (selon lui) la dose de perversion que l'homme peut se découvrir lorsque le Mal décomplexé sort de l'ombre du Bien. C'est l'avènement de l'ère du cynisme et de la domination sans fard, l'ère de Sade. Les messes de la Préoccupation vertueuse comme la COP24 sont les derniers feux, déjà froids, d'une pseudo-conscience morale qui n'a abouti à rien. Elles masquent peut-être déjà la transition vers la sauvagerie.

«Et si nous n'étions pas imprudents ou irrationnels, face à l'imminence de la fin des temps, mais étrangement lucides, exposés toutefois à une tentation inédite: celle de retirer du

désastre même qui s'annonce toutes les jouissances possibles, tant du moins que nous avons les moyens?»

Plus nous irons vers la fin, donc, plus le Mal aura d'emprise et moins le Bien se trouvera de justification? A quoi bon? Du coup, la fin probablement ignominieuse des derniers hommes discréditera *rétroactivement* toutes nos constructions morales, toutes nos aspirations religieuses, esthétiques, philosophiques vers le Bien. Ne restera-t-il de l'humanité qu'un ricanement bestial?

Le paradoxe de cette nouvelle réalité — et c'est la surprise du livre de Castel —, c'est qu'elle ne libère pas seulement les forces du Mal. La fin de l'angoisse qui nous tétanise et des illusions qui nous infantilisent face au destin réenclenche le cycle création-destruction, la lutte éternelle du Bien et du Mal. L'imminence de la fin nous rend libres — même de faire le Bien. Devenir «*inintimidable*» face au Mal qui vient. Dans ses dernières pages, son livre devient un véritable manifeste, et un manifeste d'une radicalité sidérante:

«Travailler à se rendre intimidables, voilà le vrai travail de la culture, ai-je suggéré. Si donc nous souhaitons préserver pour de bon ce qui reste de nos capacités à jouir, à agir et à créer face à la malfaisance avérée — cette malfaisance particulière qui est jouissance de précipiter la fin —, alors il n'est pas exclu que ce travail ne requière un recours froid, ferme, et réfléchi, à la violence.»

CANNIBALE LECTEUR de Pascal Vandenberghe

Jean-Jacques Pauvert : une aventure littéraire (1)

ON N'A SOUVENT RETENU DE JEAN-JACQUES PAUVERT QUE SON CÔTÉ « SULFUREUX » : LES MULTIPLES PROCÈS QUE LUI VALURENT EN PARTICULIER L'ÉDITION DES ŒUVRES COMPLÈTES DE SADE ET *HISTOIRE D'O* ONT OCCULTÉ SES AUTRES ACTIVITÉS ÉDITORIALES, QUI FURENT NOMBREUSES, DIVERSES ET SOUVENT AUDACIEUSES. LA BIOGRAPHIE QUE LUI CONSACRE CHANTAL AUBRY RÉTABLIT NOMBRE DE VÉRITÉS ET RACONTE L'HISTOIRE PASSIONNANTE QUE VÉCUT L'ÉDITION FRANÇAISE AU SORTIR DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET DURANT UNE TRENTAINE D'ANNÉES.

À quelques rares exceptions près⁽¹⁾, les innombrables livres de « mémoires » d'éditeurs qui foisonnèrent à partir des années 1970 sont à prendre avec des pincettes : réécriture de l'histoire, omission de faits gênants, règlements de compte, appropriation de hauts faits en réalité attribuables à d'autres, et j'en passe, empêchent de considérer ces autobiographies comme fiables. C'est sans doute une caractéristique intrinsèque à ce genre littéraire, certes, mais en l'espèce cela brouille la compréhension de l'édition de l'après-guerre, qui fut particulièrement riche et révéla plusieurs grands éditeurs : Éric Losfeld, Maurice Nadeau, Jérôme Lindon, François Maspero, Claude Tchou, Jean-Jacques Pauvert, pour n'en citer que quelques-uns.

La traversée du livre⁽²⁾, le livre de mémoires de Jean-Jacques Pauvert, n'y fait pas exception. Il ne faut sans doute pas s'en étonner, venant d'un homme qui écrivit : « *Il n'y a pas de mémoires, il n'y a pas de souvenirs, il*

n'y a que des romans. Il n'y a pas de biographies, il n'y a que des légendes. Même les correspondances ne sont pas sûres. Il y a tellement de théâtre dans les lettres les plus intimes. »⁽³⁾

La biographie que lui consacre Chantal Aubry (voir note 3) est à ce titre particulièrement bienvenue pour nous éclairer, au-delà de la légende, sur cet homme, son parcours, et plus généralement le monde de l'édition des années 1945-2000.

Jean-Jacques Pauvert⁽⁴⁾ est né le 8 avril 1926 à Paris dans une famille bourgeoise peu conventionnelle. Son grand-oncle par sa mère, André Salmon, est poète et critique d'art, et le jeune Jean-Jacques peut aisément piocher sans sa bibliothèque. C'est sans doute grâce à ce grand-oncle que Jean-Jacques, qui quitte l'école à 15 ans, entre comme « commis » à la librairie Gallimard du boulevard Raspail en 1942. Les auteurs Gallimard fréquentent régulièrement la librairie, sise à quelques minutes de la rue Sébastien-Bottin où trône le siège des Éditions Gallimard. Il y



rencontre donc, entre autres, Camus, Sartre, Jean Paulhan(5), l'un des piliers de la maison, de quarante ans l'aîné de Pauvert, qui le prendra sous son aile. Il y rencontre aussi un drôle de visiteur, qui porte toujours avec lui une serviette, en réalité à double-fond pour y cacher les livres qu'il vole : c'est Jean Genet, avec qui Pauvert nouera une amitié et qu'il publiera quelques années plus tard.

Pauvert n'a pas vingt ans quand il se lance dans l'édition : son premier livre publié est *Explication de l'Étranger*, de Jean-Paul Sartre, en 1945. Sa maison d'édition s'appelle « Le Palimugre », son siège social est à Sceaux, dans le garage de ses parents. Le Palimugre, c'est ensuite le nom qu'il donnera à ses librairies, même si la maison d'édition s'appellera Jean-Jacques Pauvert dès 1948. Ses premiers livres – de courts textes en général –, sont publiés « hors commerce », ce qui se pratiquait encore beaucoup à l'époque : Henry de Montherlant, Marcel Aymé, Gustave Flaubert, Albert Camus, André Gide, furent notamment

publiés sous la marque du Palimugre.

Si de nos jours baptiser de son propre nom sa maison d'édition peut paraître prétentieux et déplacé, c'était à l'époque un acte de courage : tous les éditeurs cités plus haut ont eu maille à partir avec la justice : certains pour des

raisons politiques (notamment François Maspero), d'autres, comme Éric Losfeld ou Jean-Jacques Pauvert pour leurs publications licencieuses « troublant l'ordre moral ». Il n'est donc pas étonnant que Pauvert ait choisi de rebaptiser sa maison d'édition avant de se lancer dans son premier grand projet éditorial : éditer l'œuvre complète du marquis de Sade. Et pas uniquement dans des éditions imitées et réservées à quelques amateurs – qui pouvaient déjà se les procurer « sous le manteau » –, mais dans des éditions « grand public ». L'aventure commence en 1948 avec *Histoire de Juliette*. L'année suivante est promulguée la Loi sur les publications destinées à la jeunesse(6), qui prévoit un dispositif permettant d'interdire à la vente, à l'exposition et la publicité des ouvrages poursuivis. Mais c'est d'abord avec la publication clandestine, en 1951, de *Histoire de l'œil* de Georges Bataille que ses ennuis judiciaires commencent. Il poursuit pourtant sur la voie sadienne : entre 1952 et 1953, ce ne

sont pas moins de cinq livres qu'il édite et publie(7), et les poursuites s'enchaînent dès 1952. Elles se solderont en janvier 1957 dans un premier temps par une condamnation en deux jugements à 120'000 et 80'000 francs d'amende pour l'édition des *(Œuvres complètes de Sade, avec saisie et destruction des livres. De quoi le ruiner définitivement et mettre fin à ses activités. Mais en mars 1958, la cour d'appel, si elle confirme le jugement de janvier 1957, sursoit au paiement des amendes et annule la saisie et la destruction des livres. Sauvé par le gong !*

Entre-temps (1954), Pauvert publie son premier « best-seller » : *Histoire d'O*, dont la mystérieuse auteure, Pauline Réage (un pseudonyme) alimentera maintes suppositions sur sa véritable identité. Il s'agissait en fait de Dominique Aury(8), la secrétaire générale de la *Nouvelle Revue Française* et maîtresse de Jean Paulhan. Gallimard ayant refusé de publier *Histoire d'O*, Paulhan le « refila en douce » à Pauvert, qui le publia muni d'une préface de... Paulhan. Également poursuivi, cela va sans dire, *Histoire d'O* bénéficiera en 1959 d'une annulation de procédure.

Voilà, rapidement esquissé, le portrait du côté « sulfureux » de Jean-Jacques Pauvert, qui est celui que l'histoire a retenu et qui continue à lui coller à la peau. Nous aborderons dans notre prochaine chronique ses autres facettes et facéties, qui sont à mes yeux tout aussi, voire plus intéressantes.

1. Notamment François Maspéro (1932-2015), dont l'intégrité et l'honnêteté étaient telles qu'on les retrouve dans *Les abeilles & la guêpe*, Le Seuil, 2002, coll. « Points », 2003.

2. Viviane Hamy, 2004.

3. Note personnelle, 4 mars 1975, archives BnF, NAF 28891, citée en épigraphe du livre de Chantal Aubry *Pauvert l'irréductible. Une contre-histoire de l'édition*, L'Échappée, 2018.

4. Jean-Jacques fut son prénom d'usage, y compris dans sa famille, son « vrai » prénom étant Jean-Albert.

5. Voir le *Drone* n° 4 du 4 février 2018.

6. La Loi de 1949 visait précisément « le banditisme, le mensonge, le vol, la paresse, la lâcheté, la haine, la débauche ou tous actes qualifiés crimes ou délits ou de nature à démoraliser l'enfance ou la jeunesse, ou à inspirer ou entretenir des préjugés ethniques. Ces publications ne doivent pas non plus comporter de publicité, d'annonce pour des publications de nature à démoraliser l'enfance ou la jeunesse. » Il fallut attendre 2011 pour qu'elle soit modifiée.

7. En 1952, en un volume : *Les crimes de l'amour ; Idées sur les romans, Faxelange, Eugénie de Franval. Dorgeville : A Villeterque folliculaire*, puis en 1953, quatre nouvelles œuvres : *Dialogue entre un prêtre et un moribond, La nouvelle Justine ou les Malheurs de la vertu, La philosophie dans le boudoir et Les 120 journées de Sodome ou l'École et le libertinage* (en trois volumes).

8. Ce n'est qu'en 1994 qu'elle confirma officiellement être l'auteure d'*Histoire d'O*, dans un entretien qu'elle accorda au *New Yorker*, alors qu'elle approchait des quatre-vingt-dix ans.

FUTURISK par Sébastien Fanti

Un robot contre le harcèlement politique ?

NOUS SOMMES TOUS SUBMERGÉS DE COURRIERS ÉLECTRONIQUES — DONT UN GRAND NOMBRE DE SOLLICITATIONS À LA LIMITE DU SPAM. COMMENT NOUS EN SORTIR ? NOUS ENTOURER DE BARRIÈRES ? OU ENGAGER, DEMAIN, UN PETIT ROBOT TRIEUR ET RÉPONDEUR, UN CHATBOT À L'INTELLIGENCE PRESQUE HUMAINE ? EST-CE VRAIMENT UNE BONNE IDÉE ?

24 juin 2019

Tom Shark est ulcéré. Il ne cesse en ce printemps 2019 de recevoir de la publicité politique. Tartempion lui propose de changer son existence. Any Name insiste quant à elle pour le rencontrer virtuellement et lui faire part de son plan pour changer le sort de la planète. Pas un jour sans une sollicitation.

Après avoir contacté le Préposé à la protection des données, il doit se rendre à l'évidence la seule démarche qu'il peut accomplir consiste à requérir un blocage de ses données personnelles auprès des autorités cantonales et communales. Or cela ne le protège pas intégralement d'envois intempestifs, ni dans sa boîte aux lettres ni par courriel. En effet, les partis politiques ont droit de lui adresser de la publicité écrite sans obtention de son consentement préalable. Et en ce qui concerne le spam, dès lors qu'aucune sanction automatique n'est prévue, il prospère. Il n'existe aucun mécanisme qui permette à Tom de se soustraire à la publicité politique agressive en cette période d'élection.

24 juin 2023

Tim est fortement sollicité. Mais qui est Tim ? C'est le *chatbot* implémenté sur les sites des différentes administrations publiques en charge des élections et votations dans la Région « Suisse romande ». Il permet à chaque citoyen de choisir, en temps réel, quelle publicité celui-ci accepte de recevoir. Tom Shark décide de n'opter que pour une publicité émanant

des partis *violet*, *mauve* et *rose*. Il choisit le mode de communication et accepte d'être contacté par vidéoconférence par Paul, Marc et Amélie et ce à une seule reprise durant la campagne d'élection. La prise de contact intervient sans que ses données personnelles ne soient communiquées aux candidats.

Aucun autre candidat ne pourra le contacter sous peine de sanction financière. De surcroît, le candidat qui sera surpris en flagrant délit de violation des règles en matière de protection des données personnelles risque tout simplement l'exclusion de la campagne. Les règles adoptées il y a quelques années sont strictes et précises. Elles ont pour but de permettre au citoyen de focaliser son attention sur les sujets, respectivement les personnes qui l'intéressent. C'est ainsi en toute décontraction que Tom opère ses choix, sans aucune forme de pression liée à impétuosité partisanes.

Discussion

S'il est certes intéressant de limiter les interactions entre le citoyen et les politiciens, une telle démarche qui veut éviter la possibilité de manipuler l'opinion présente elle-même des risques. Celui qui, du côté de l'autorité, se voit notifier les choix du citoyen connaît tout de lui. Il pourrait ainsi établir des tendances. Il est donc fondamental que le processus soit totalement anonymisé et que les données soient détruites dès que les informations sollicitées ont été obtenues par le citoyen.



SUR CES MOTS par Arnaud Dotézac

Arrogance et insurrection

Alors que le chef de l'État et des Armées, Emmanuel Macron, était encore taxé d'*arrogance* par les Gilets jaunes, voici que *surgirent* les islamistes. Être *arrogant*, c'est trop *s'arroger* (*ad-rogo* : « demander pour soi »). Tout ce champ sémantique provient de la racine proto-indo-européenne **hreg-** (« droit, juste, roi »). Comment s'étonner alors que les *rogations* du peuple, n'aient point suffi à lui faire *rectifier* son cap, sa *direction* ? On aurait même cru qu'ils voulurent s'attaquer à son *régime* (*regimens*, « action de conduire »). Qui sont-ils, ces Gilets jaunes, pour lui contester ses *prérogatives*, à lui et ses ministres d'*escorte* (de *ex-corrigere*, « diriger »), ainsi qu'à son *régiment* parlementaire *régulé* par son ami *Richard* ? « Ne suis-je pas celui qui a recueilli les suffrages du peuple », le *rogator*, s'interrogea-t-il ? Rien n'y fit. Pendant quatre

semaines, les Gilets jaunes entendaient se *subroger* aux pouvoirs *régaliens*. Ils voulaient *corriger* le tir en *prorogeant* leur présence *érigée* sur les carrefours. Ils en avaient contre ce président des *riches* dont les *adresses maladroites* (les *maladresses*), les *dirigèrent* à *s'insurger* depuis les *régions* pour faire valoir leurs *droits*. C'est ainsi qu'on assista à la *résurrection* du peuple et que Macron fut tenu d'*abroger* quelques taxes s'il voulait continuer de *régir* la France. Et voici que soudain, ce fut l'*alerte* (*all'erta*) depuis la *perte* (de l'adjectif *erto*, « escarpé », lui-même de *érigé*). Le terroriste (dont on ne sait jamais si ses motivations le sont) venait de *surgir* pour *irroger* son crime aux mécréants, ceux qui *dérogent* aux *directives* d'Allah. On n'entendit bientôt plus rien *sourdre* de la révolte du peuple *bariolé* de jaune.

Passager clandestin

Arnaud Dotézac : où finit le criminel de droit commun, où commence le djihadiste ?

COMPLOT, COÏNCIDENCE, FATALITÉ ? L'ATTENTAT DU MARCHÉ DE NOËL À STRASBOURG A DONNÉ LIEU À UN FLOT D'INTERPRÉTATIONS ET D'ACCUSATIONS MUTUELLES ET, DE FAIT, REJETÉ AU SECOND PLAN LA JACQUIERIE DES GILETS JAUNES. EN DERNIÈRE MINUTE, NOTRE CONTRIBUTEUR RÉGULIER ARNAUD DOTÉZAC NOUS LIVRE QUELQUES FAITS ET RÉFLEXIONS SUR LA NATURE EXACTE DES RELATIONS ENTRE L'ASSASSIN ET LE POUVOIR QUI LE « SUIVAIT ».

Strasbourg, une fenêtre de tir

Le 23 mars 2018, Redouane Lakdim commettait les attentats de Carcassonne et de Trèbes, qui coûtèrent la vie à quatre personnes dont le lieutenant-colonel de gendarmerie Arnaud Beltrame. La DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure), qui le suivait depuis mai 2013, venait de le convoquer « pour lui dire qu'on allait finalement laisser son dossier » selon les termes de Gérard Collomb. Autrement dit, on allait lui annoncer qu'on le trouvait inoffensif et qu'on allait alléger sa surveillance. « Quels ânes ! » n'aurait-il pas manqué de se dire.

Les services antiterroristes français venaient toutefois de découvrir (mais peut-être le savaient-ils déjà ?) qu'une relation forcée avec l'administration impie pouvait fonctionner comme l'amorce d'un attentat islamique, comme un facteur

déclenchant. A l'époque Laurent Nuñez était le patron de la DGSI, fraîchement nommé par Emmanuel Macron, il en savait donc quelque chose. C'est à présent sous son dicastère de secrétaire d'État à l'intérieur que Chérif Chekatt est mis pareillement sous stress, à raison d'un coup de filet diligenté par la gendarmerie le matin même de l'attentat.

Le Figaro du 13/12/18 détaille les circonstances de cette opération : « *Le profil hybride du futur terroriste amène toutefois les services de l'État à adopter une stratégie indirecte (...) Et il est décidé de faire aboutir la dernière procédure judiciaire en cours pour des faits de droit commun, dans laquelle il est suspecté de tentative d'assassinat (...) Faute de pouvoir le mettre en cause pour des faits terroristes, l'islamo-délinquant serait ainsi « neutralisé » pour un certain*

temps ». Et le quotidien de préciser que « la DGSI et le Service central du renseignement territorial (SCRT) étaient ainsi présents comme observateurs aux côtés des gendarmes, lors de la perquisition au domicile de Chérif Chekatt ». Alors que ses complices dans l'acte incriminé ont bien été arrêtés, Chérif Chekatt a réussi à prendre la fuite « probablement informé », selon le quotidien « La Dépêche ».

Autrement dit, la décision d'arrêter Chérif Chekatt pour des faits de droit commun était un prétexte imaginé et décidé par la DGSI et le renseignement territorial, c'est-à-dire par l'exécutif, avec la connaissance précitée du potentiel déclenchant d'une « décompensation » et l'indice d'une fuite, aboutissant à le lâcher dans la nature...

Il y a tout de même de quoi se poser des questions. Pourquoi cette opération de police maintenant alors que, de l'aveu même des autorités, aucun signe avant-coureur de passage à l'acte n'avait été détecté ? Jusqu'où monter dans la hiérarchie pour trouver son donneur d'ordre ultime ?

Certains n'ont pas manqué de crier au complot. Une telle opération « impie », volontairement lancée par l'exécutif entre le discours présidentiel aux Gilets jaunes et la perspective d'un nouveau samedi noir, pouvait assurément être perçue comme une coïncidence utile. Bien sûr on s'indigna haut et fort de l'ignominie d'une telle « *dérive complotiste et irresponsable* » sur tous les plateaux. On irait



presque soutenir que la tactique du contre-feu n'aurait jamais existé dans l'histoire.

Il faudra certes du temps avant que l'on sache qui donna vraiment l'ordre de cette arrestation manquée et pourquoi. Mais cela n'empêchera pas de constater le fonctionnement objectif du pouvoir actuel en la matière. Un pouvoir qui continue de noyer le poisson quant au développement du djihadisme.

Comme ses prédécesseurs, le jeune Emmanuel Macron fait tout pour isoler le soldat islamique de son contexte idéologique propre, de sa fraternité internationale et de sa géodésie particulière, dont les circonscriptions normatives ne cessent de s'étendre avec la bénédiction des autorités publiques.

Son gouvernement poursuit allègrement l'entretien de la confusion sémantique, cataloguant le djihadiste comme un « *loup solitaire* » (espèce pourtant absente des sables du désert), un « *déséquilibré* » (irresponsable et asocial par définition) ou comme ici : un délinquant ordinaire (et donc rachetable) qui aura « *basculé* », un « *assaillant* » (qui n'a donc rien de spécifiquement islamique), armé ici d'un obsolète revol-

ver d'ordonnance français, modèle 1892.

En revanche, on ne parle toujours pas du terroriste comme d'un « moudjahid », un authentique guerrier dont la doctrine militaire se lit dans le Coran, la Sunna et la « science » des juristes musulmans. Ces « savants » qui n'en demeurent pas moins fréquentables car il faut bien continuer à dérouler le tapis rouge à ceux-là mêmes qui fournissent les couveuses des Chérif Chekatt afin de sauver les exportations et l'emploi, notamment dans l'armement.

Comment s'étonner alors qu'on en arrive à des ergotages aussi stupides qu'officiels du genre : « *Il faut être prudent, on ne sait pas encore si son acte relevait du banditisme vengeur ou de l'islamisme, puisqu'il était avant tout connu comme délinquant de droit commun* » ? Mais

alors que venait faire la DGSJ dans l'histoire ? Pourquoi aurait-il dit au taxi qui le transportait qu'il vengeait ses frères partis combattre en Syrie ? Le prophète de l'islam n'est-il pas présenté comme autorisé par Allah à piller et occire le mécréant pour un butin ? Les règles de partage de ce butin ne font-elles pas partie intégrante des préceptes sacrés de l'Islam ? Où est la frontière entre spoliation du mécréant et djihad en Islam ?

On aimerait savoir ce qu'en pense le maire de Strasbourg, lorsque son adjoint aux cultes, Olivier Bitz, inaugurerait en 2011 une nouvelle mosquée dans le quartier de Kœnigshoffen, où loge la famille Chekatt. On serait heureux de savoir ce qu'en aurait dit le cheikh saoudien Abdallah al-Mosleh, secrétaire général de l'« Association mondiale des miracles scientifiques dans le saint Coran et la sunna » (excusez du peu), lors de son prêche en cette même mosquée,

en octobre dernier. Grand défenseur de la secte Tabligh, sa visite pastorale fut aimablement sponsorisée par les très affables Frères musulmans, via leur fameux « Institut Européen des Sciences Humaines »

La réalité n'en demeure pas moins que la matrice des attentats, autant que des crimes de droits commun, perpétrés par des croyants *orthopraxes*, réside bien dans un ensemble

normatif on ne peut plus *orthodoxe* de permissions et de devoirs islamiques et cela, quel que soit leur profil psychologique.

Peut-être que les Gilets jaunes les plus modérés devraient ajouter à leurs revendications la cessation de cet autre jeu de dupes entre le pouvoir et le peuple ? Au moins on ne pourrait plus s'en servir contre eux.



P H O T O B I O G R A P H I E (I N V I T É)



Patrick Gilliéron Lopreno : *Arbre de Noël fragile et frêle, le plus beau du monde, Abbaye d'Hauterive, 1.10.2017.*

Patrick Gilliéron Lopreno a un œil pour les choses qu'on ne voit pas. C'est ainsi du reste qu'il a intitulé son livre — *Eloge de l'invisible* — que j'ai eu le privilège de préfacer.

Cet arbre de Noël vient nous rappeler que toute guerre connaît des trêves et que nous entrons malgré tout, comme chaque année, dans une période enchantée. (SD)

Pain de méninges

ETRANGE SÉVÉRITÉ

On dirait que les préjugés, les bassesses et les mensonges n'ont pas fait de mal à l'espèce humaine, tant on se montre sévère pour la philosophie, la liberté et la raison.

— Germaine de Staël, *De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales.*